

Le 14 novembre

avec les salariés européens

Agissons ensemble !

Disons

Non aux politiques d'austérité en France et en Europe
Oui à de véritables emplois dans notre pays

Après avoir supprimé la TVA sociale en juillet, il y a depuis un changement de cap du gouvernement, il y a enchainement de mesures qui vont à l'encontre des attentes des salariés et qui favorisent le patronat.

Pour un véritable changement...

Après la ratification du traité européen en octobre, avec toutes les conséquences qui vont en découler.

Après la mise en place par le gouvernement en novembre, du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, avec **un cadeau de 20 milliards d'euros au patronat.**

Après, qu'au nom du développement industriel et de l'emploi, le gouvernement cède aux sirènes du patronat « **Laurence Parisot estime avoir été entendue...** »

Le gouvernement prépare une véritable cure d'austérité pour les salariés, et des cadeaux pour les entreprises !

Après la hausse de la TVA, il faut s'attendre demain, à une hausse de la CSG...

Alléger de 20 milliards d'euros le coût du travail, dont vont bénéficier les entreprises, via un crédit d'impôt, dont le montant sera calculé en proportion de la masse salariale brute de l'entreprise hors salaires supérieurs à 2,5 fois le SMIC.

Alors que l'économie stagne, que l'investissement des entreprises est au plus bas, couper dans les dépenses publiques et réduire la consommation des ménages, en augmentant la TVA, ne peut qu'entraîner la France dans une logique récessive qui enfoncera le pays dans la crise.

Ainsi, le capital est épargné, les actionnaires peuvent dormir tranquille et continuer à boursicoter...

D'autres choix sont possibles, la CGT vous appelle à vous mobiliser et à faire grève, le 14 novembre prochain.

La CGT s'oppose aux choix du gouvernement et du patronat appelle les salariés, les privés d'emplois et les retraités à réagir...

Le saviez-vous :

Selon une étude d'Euro RSCG, de 2006 à 2011 :

Les bénéfices nets des entreprises du CAC 40 ont augmenté de **10%** en moyenne.

La part redistribuée aux actionnaires a augmenté de **31%**.

La rémunération des dirigeants a progressé de **34%**, plus que les bénéficiaires...

Les investissements dans les entreprises, eux, ont reculé de **24%**.

Il est scandaleux de céder au patronat et de faire payer les salariés.

D'autres solutions existent...

1% d'augmentation de salaire, c'est **700 millions €** qui rentrent dans les caisses.

100 000 chômeurs de moins c'est **500 millions** qui rentrent dans les caisses

Taxer les revenus financiers, c'est **22 milliards** de recettes pour l'Etat

Le 14 novembre

Journée d'actions européenne, de manifestations et de grèves dans les entreprises.

Pour refuser les politiques d'austérités, qui cassent nos emplois et nos acquis sociaux.

Pourquoi nous devons nous opposer à ces choix ?

- Les ménages seraient doublement pénalisés : leur pouvoir d'achat diminuerait à cause de la hausse de la TVA (à raison de 7 milliards d'euros) et de la fiscalité écologique (3 milliards d'euros).
- La baisse des dépenses publiques se traduirait par la dégradation de la qualité des services publics et par de nouvelles pressions sur les agents de l'Etat, des collectivités et de la Sécurité sociale. Cette mesure risque donc de peser sur le potentiel de la croissance économique et sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat et la réponse aux besoins sociaux.
- Toutes les entreprises dans tous les secteurs, indépendamment de leur taille et de leur situation financière bénéficieraient des nouvelles aides, y compris celles qui engrangent des profits ou distribuent un haut niveau de dividendes à leurs actionnaires.

Pour la CGT, c'est inacceptable !

Nombre d'entreprises pourraient cumuler les exonérations de cotisations sociales actuelles à ce nouveau crédit d'impôt.

- Les entreprises qui paient leurs salariés entre le SMIC et 1,6 SMIC gagneraient de l'argent alors qu'elles sont déjà très largement bénéficiaires d'exonérations de cotisations sociales.

L'avenir de l'Industrie et de l'Emploi nécessite un nouveau mode de développement fondé sur une véritable valorisation du travail.

C'est le travail qui est créateur de richesses et c'est bien le capital qui coûte cher.

En trente ans, la masse salariale des entreprises a été multipliée par **3,6** alors que la somme des dividendes versés aux actionnaires a été multipliée par **20**.

C'est la première cause de la baisse des investissements et la désindustrialisation.

C'est pourquoi, il faut lutter contre la spéculation en mettant notamment à contribution les revenus financiers des entreprises et des particuliers.

Rassemblements

en Seine Maritime :

Rouen : 11h, devant le Medef, 66 quai Boisguilbert.

Le Havre : 11h, devant la Codah, rue Georges Bracque.

Dieppe : 10h, place Louis Vitet

